

Le secteur de la santé passé au crible

Dans un rapport des plus accablants, les élus de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Bouira, se sont penchés, hier, lors des travaux de la seconde session de l'APW, sur le secteur de la santé à l'échelle locale et l'ont qualifié de comateux et moribond.

Ainsi les membres de la commission de la santé, chargée d'évaluer ce secteur névralgique, ont relevé dans leur rapport de "graves carences" dans la plupart des structures de santé à Bouira, ainsi qu'une prise en charge "défaillante" des patients. "Nos concitoyens ressortent de nos hôpitaux plus malades qu'ils y sont entrés !", dira en préambule un membre de ladite commission. En effet et selon les rapporteurs, l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira est un "mouroir", où les malades risquent des infections nosocomiales. "Lors de nos différentes inspections, nous avons rencontré des malades allongés à même le sol, sans la moindre prise en charge", ont-ils indiqué. Pis encore et selon ledit rapport, la maternité de Bouira est présentée comme une "porcherie" où les parturientes sont livrées à elles-mêmes, sans la moindre prise en charge. "Des femmes enceintes qui partagent le même lit, qui sont insultées, voire violentées par des sages-femmes indécrites, voilà ce que nous avons pu constater", est-il en outre précisé. S'agissant des Établissements publics de santé de proximité (EPSP), les membres de ladite commission ont soulevé un phénomène récurrent et alarmant à la fois, celui de l'absentéisme des infirmiers et des médecins. "Nous avons eu à constater également que des centres de santé sont désertés et fermés au-delà de midi. Les citoyens n'ont pas le droit de tomber malade l'après-midi, sinon ils risquent de mourir dans l'indifférence la plus totale", est-il souligné. Pour ce qui est du personnel médical, les rapporteurs ont relevé le sempiternel manque de médecins spécialistes. "Jusqu'à quand nos concitoyens iront se faire soigner à Béjaïa ou à Tizi Ouzou, faute de médecins?", se sont-ils interrogés. Selon les membres de cette commission, la pénurie en médecins trouve son explication dans les dédales de la réglementation. Comment ? Eh bien, selon ledit document, l'affectation des médecins, dans le cadre de leur service civil obligatoire, se fait au niveau du ministère de la Santé. Les services de la DSP de la wilaya concernée n'ont nullement leur mot à dire. "Cette situation ubuesque favorise les passe-droits et autres coups de pouce, afin d'affecter untel ou untel, dans une wilaya qui l'arrange", expliquent-ils. Face à ces critiques, la directrice de la Santé et la population (DSP) de Bouira, a mis en avant sa priorité, laquelle consiste à offrir aux malades des prestations de qualité. Pour ce faire, elle a annoncé le renforcement des praticiens spécialistes notamment en gynécologie, réanimation-radiologie, sachant que la répartition de ces derniers doit se faire pour répondre à un besoin de santé, a-t-elle précisé. La locutrice a affirmé également que le nombre d'évacuation vers d'autres hôpitaux du pays, notamment le CHU de Tizi Ouzou, a connu une "baisse sensible", et ce, grâce à la mise en service du scanner en H/24 et l'affectation des médecins spécialistes en radiologie, ainsi que l'ouverture des Unités de dépistage scolaire (UDS), à savoir une par commune, surtout en milieu rural. En outre, cette responsable compte sur la mise en service de la polyclinique Guerrouma, prévue en septembre de l'année en cours, l'assainissement des listes d'attente des malades qui doivent être opérés au niveau des EPH, et l'achèvement des travaux de la salle opératoire de l'EPH de M'chedallah. Selon la DSP de Bouira, le projet de l'hôpital mère et enfant et des équipements pour l'Unité médico-chirurgicale (UMC) de Sour El-Ghozlane, le service gynécologie du même hôpital, sont en passe d'être concrétisés. "Nous plaçons énormément d'espoirs en ces projets notamment celui de l'hôpital mère et enfant, qui va nous permettre à moyen terme de présenter un dossier solide, en vue de doter notre wilaya d'un Établissement hospitalo-universitaire (EHU)", a-t-elle soutenu. Le wali de Bouira quant à lui, a estimé ce rapport "exagéré", tout en indiquant que "60 à 70% des carences constatées ont été déjà prises en charge".

